EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 15 avril 2021

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 29 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Olivier FREGEAC - Daniel GAGNON - David GALTIER - Philippe GINOX - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL - David YTIER.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY représenté par Amapola VENTRON.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Sophie JOISSAINS - Maryse JOISSAINS MASINI - Eric LE DISSÈS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

CHL 001-9740/21/BM

■ **Transfert des aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille - Modification de la décision n°20/424/D du 29 mai 2020 - Approbation d'un avenant à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille**

MET 21/17630/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) engagés sur la ville de Marseille, le Département des Bouches-du-Rhône a passé avec le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU), des conventions pluriannuelles de financement et avenants à ces conventions, au titre de sa participation à la mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU concernés.

Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions départementales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le groupement a été dissous le 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne pouvait donc plus être assuré par le GIP depuis cette date.

Afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-

Signé le 15 Avril 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 22 avril 2021

7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessitait toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP dans le cadre des opérations relevant des PRU.

A cet effet, les modalités de reprise par la Métropole de la mission de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions départementales aux maîtres d'ouvrage ont été définies dans le cadre d'une convention de transfert conclue le 14 décembre 2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU, conformément aux délibérations de la Commission permanente du Conseil départemental n° 115 du 14 avril 2020 et n° 148 du 24 juillet 2020, des délibérations de l'Assemblée Générale du GIP Marseille Rénovation Urbaine n° AG_1912.005 du 18 décembre 2019 et n° AG_2005.003 du 25 mai 2020 et de la décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° 20/424/D du 29 mai 2020.

Cette convention de transfert a ainsi fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU engagés sur la ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

Cette convention prévoit ainsi :

- le règlement, par le Département, au GIP Marseille Rénovation Urbaine des subventions départementales appelées auprès du groupement par les différents maîtres d'ouvrage avant le 31 décembre 2019, ainsi que le règlement à son profit des subventions départementales pour les opérations placées sous sa maîtrise d'ouvrage et pour lesquelles des dépenses ont été engagées par le groupement avant le 31 décembre 2019 date de sa dissolution, pour un montant global de 1 207 703,28 € ;
- le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des soldes de subventions départementales, anciennement attribuées au GIP Marseille Rénovation Urbaine, pour un montant de 8 151 298,30 € ainsi que des avances sur subventions perçues par le GIP Marseille Rénovation Urbaine pour un montant de 48 056,45 €.

Cependant, et d'une part, le périmètre du transfert ainsi réalisé au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être modifié suite au retrait d'une opération dont la subvention départementale sera directement gérée par le Département.

En effet, dans le cadre du PRU « ZUS Centre Nord », une subvention départementale de 850 500 € a été octroyée au GIP Marseille Rénovation Urbaine par délibération n° 242 du 22 octobre 2014 de la Commission permanente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, en vue d'accompagner la construction par l'association « Crèches du Sud » d'une crèche au sein du pôle Hoche-Caire, 14 rue des Frères Pérez 13003 Marseille, sur un foncier libéré par la démolition de l'immeuble dénommé « les Célibataires », de locaux annexes et d'un bâtiment commercial très dégradés.

Cette opération et cette subvention font partie du périmètre de la convention de transfert conclue le 14 décembre 2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU, étant précisé qu'aucune avance sur le montant de la subvention concernée n'avait été versée au GIP MRU par le Département.

En application de cette convention, la Métropole devait donc percevoir le montant de cette subvention départementale, initialement octroyée au GIP MRU, et reverser ensuite cette subvention au maître d'ouvrage de l'opération, l'association « Crèches du Sud ».

Le projet de l'association jouxte néanmoins l'immeuble de Bel Horizon lequel a fait l'objet d'un arrêté de péril.

Dans ces circonstances, l'association a donc dû renoncer à son projet initial et rechercher un nouvel emplacement pour la réalisation de l'équipement.

Il lui a ainsi été proposé, dans le cadre d'un programme immobilier d'ensemble dénommé « Les Echelles » réalisé par le promoteur COGEDIM au sein de la ZAC Saint-Charles à Marseille 3^{ème}, la réalisation d'une crèche de 55 lits sur une superficie de 573,86 m².

Aussi, et en accord avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, bénéficiaire du transfert de la subvention départementale de 850 500 € associée à la réalisation de l'équipement concerné, la Commission permanente du Conseil départemental a acté, par délibération n° 205 du 11 décembre 2020, le transfert de la subvention départementale au bénéfice de l'association « Crèches du Sud » pour lui permettre de réaliser la crèche au sein du programme immobilier « Les Echelles ».

La gestion de la réaffectation de cette subvention départementale sera ainsi directement assurée par le Département des Bouches-du-Rhône, dans le cadre d'une convention spécifique à conclure avec l'association « Crèches du Sud ».

Par conséquent, il convient donc de minorer de 850 500 € le montant du transfert à la Métropole des soldes de subventions départementales, portant ainsi le montant du transfert de 8 151 298,30 € à 7 300 798,30 €.

Aussi, et pour tenir compte de cette minoration, il est donc nécessaire de modifier l'annexe 1 de la convention de transfert intitulée « *Transferts d'aides financières dans le cadre des programmes de rénovation urbaine (PRU)* » et l'annexe 2 de cette même convention intitulée « *Conventions et avenants passés entre le Département des Bouches-du-Rhône et le GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur Marseille* ».

D'autre part, dans l'annexe 1 de la convention initiale, il a été constaté une erreur matérielle dans l'identification des maîtres d'ouvrages bénéficiaires des versements de subventions départementales pour les opérations suivantes :

- PRU Kallisté - acquisition démolition du bâtiment B ;
- PRU Plan d'Aou, St Antoine, La Viste - aménagement de friches.

En effet, contrairement à ce qui est indiqué dans cette annexe, le maître d'ouvrage, pour chacune de ces opérations, n'est pas la Ville de Marseille.

Aussi, par délibération n° 207 du 11 décembre 2020, la Commission permanente du Conseil départemental a acté la rectification de maîtrise d'ouvrage de ces deux opérations :

- PRU Kallisté - acquisition démolition du bâtiment B : le maître d'ouvrage est désormais la société Marseille Habitat.
- PRU Plan d'Aou, St Antoine, La Viste - aménagement de friches : le maître d'ouvrage est désormais la société ERILIA.

Il convient donc de modifier également l'annexe 1 de la convention initiale sur ce point.

Par conséquent, il est donc nécessaire de conclure un avenant à la convention de transfert conclue le 14 décembre 2020 entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU afin de prendre en compte ces différentes modifications.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Signé le 15 Avril 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 22 avril 2021

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de lutter contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération DEVT 013/18-7963/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) suite à sa dissolution ;
- La décision 20/424/D en date du 29 mai 2020 approuvant le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des aides départementales dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille et la convention fixant les modalités de règlement et de transfert de ces aides à la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 13 avril 2021.

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en l'absence de renouvellement de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissout au 31 décembre 2019 et qu'il est en cours de liquidation ;
- Que la Métropole a acté de la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP MRU suite à sa dissolution ;
- Que la reprise de ces activités nécessite la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU ;
- Que la mission de mutualisation des financements publics et de reversement aux maîtres d'ouvrage a été confiée à la Métropole par le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée, dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille, la modification du montant du transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des soldes de subventions départementales octroyées au GIP MRU, tel qu'approuvé par l'article 1 de la décision n°20/424/D du 29 mai 2020.

Article 2 :

Est par suite approuvé, dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille, le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des soldes de subventions départementales pour un montant de 7 300 798,30 euros ainsi que des provisions sur subventions déjà perçues par le GIP MRU pour un montant de 48 056,45 euros.

Signé le 15 Avril 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 22 avril 2021

Article 3 :

Est approuvé l'avenant, joint en annexe, à la convention fixant les modalités de règlement et/ou de transfert à la Métropole des subventions départementales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation urbaine engagés sur la ville de Marseille.

Article 4 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-Politique E111 - Opération n°2020000400 - Chapitres 20 et 204. La recette correspondante sera constatée en section investissement sur les budgets 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Emploi, Cohésion sociale et territoriale,
Insertion et Relation avec le GPMM

Martial ALVAREZ